



## Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

## **Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Démarche collaborative entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre d'Écologie Fonctionnelle Évolutive - Autorisation de signature**

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Face au changement climatique, à la raréfaction des ressources, à la dégradation de la qualité de vie et à l'exclusion sociale, l'urgence d'agir et d'engager plus avant la transition écologique, énergétique et économique pour faire évoluer le modèle de société s'impose.

La loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (TECV) du 17 août 2015 et les plans d'actions qui l'accompagnent positionnent clairement les territoires de proximité comme un maillon essentiel de réussite de la transition énergétique et écologique en en devenant des vecteurs d'innovations et de puissants acteurs des politiques publiques dans ce domaine. En effet, l'échelle du territoire de proximité permet de prendre en considération simultanément et de façon concrète les dimensions économiques, sociales et écologiques de la société. Il constitue à ce titre le cadre de la transition.

Le passage, d'une société émettrice de gaz à effets de serre, consommatrice de foncières naturels et agricoles, d'énergies fossiles et de ressources qui altèrent la biodiversité, à une société plus sobre et efficace, repose sur l'innovation sociale et sociétale. Réussir ce passage nécessite de mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire : citoyens, chercheurs, entreprises, élus, pour parvenir dans tous les domaines de la vie (travail, loisirs, domicile, etc...) à moins et mieux consommer, à mieux mobiliser les potentiels locaux de production, d'organisation et d'expertise, à mieux vivre en harmonie avec leur territoire. Réussir ce passage invite les décideurs locaux à engager une conduite du changement sur le long terme en impliquant tous les acteurs. Réussir ce passage, c'est ouvrir une voie pour amorcer un traitement intégré des axes prioritaires d'interventions de Montpellier Méditerranée Métropole tels que :

- L'attractivité du territoire (économie, logement, accessibilité ...),
- L'adaptation au changement climatique et la durabilité de l'aménagement et du développement urbain,
- La cohésion sociale et l'équité territoriale.

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce les compétences prévues à l'article L.5217- 2 du Code général des collectivités territoriales, dont l'élaboration et adoption du Plan Climat Air Energie Territorial, en application de l'article L. 229-26 du Code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergies renouvelables. Par ailleurs, la loi TECV, impose à la Métropole d'engager une procédure de révision de son Plan Climat Energie Territorial 2013-2018 (PCET, adopté en 2014) en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) conformément au décret d'application de la loi TECV du 28 juin 2016.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite transformer ces obligations réglementaires en opportunités, en combinant l'élaboration de son PCAET à de nombreuses thématiques transversales, à la fois en matière d'urbanisme, de déplacements, d'habitat, de politique de gestion des risques et de l'eau, de transport et de gestion des réseaux énergétiques, de politique agro-écologique et alimentaire, de politique économique et de politique en matière d'environnement, d'écologie et de biodiversité... La Métropole souhaite conduire l'élaboration du PCAET, et de son Schéma Directeur des Energies (SDE) en lien avec la révision du Schéma Cohérence Territoriale (SCoT) et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

Afin de préserver la biodiversité présente sur son territoire, la Ville de Montpellier est engagée dans une gestion écologique de ses espaces verts et naturels. Dès 1995, une gestion différenciée a été appliquée pour la gestion des espaces verts, permettant d'ajuster au mieux leur entretien à leur usage. Depuis, Montpellier a

fait évoluer la gestion de ses espaces verts une gestion écologique appliquée à l'ensemble de son patrimoine qui s'articule autour de 4 grands axes :

- Economiser l'eau,
- Soutenir la Biodiversité locale,
- Réduire les pollutions et protéger les sols,
- Former et sensibiliser.

La Ville de Montpellier qui gère les espaces verts et les espaces naturels de la commune, ainsi que le Parc zoologique du Lunaret, est engagée dans une action quotidienne de proximité auprès des populations. Elle met en œuvre des actions concrètes auprès des populations pour améliorer l'environnement et la biodiversité en ville.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent renforcer le pilotage stratégique de la transition écologique en associant le monde de la recherche, très actif sur le territoire montpellierain, qui pourrait être plus spécifiquement consulté, notamment sur les questions d'évolutions climatiques locales et de biodiversité.

Créé en 1961, le Centre d'Etudes Phytosociologiques et Ecologiques (CEPE) est une unité de recherche du CNRS. Il est devenu en 1988 le Centre d'Ecologie Fonctionnelle Evolutive (CEFE). Il est situé au 1919, route de Mende, 34293 Montpellier. Le CEFE, Unité Mixte de Recherche (UMR 5175), est le plus important laboratoire de recherche en écologie en France. Ce laboratoire développe ses activités sur les grandes préoccupations des sociétés : la biodiversité, les changements à l'échelle planétaire et le développement durable. Une grande partie des recherches porte sur les écosystèmes méditerranéens et tropicaux. L'objectif est l'établissement de scénarios d'évolution des systèmes écologiques et de stratégie pour leur conservation, leur restauration ou leur réhabilitation.

Dans ce cadre la Métropole et la Ville se sont rapprochées du CEFE qui œuvre dans le domaine de la recherche liée à la biodiversité, à l'écologie et à leurs dynamiques. Ce rapprochement doit permettre aux chercheurs et experts d'alimenter les réflexions et apporter les connaissances scientifiques préalables nécessaires à l'élaboration d'un objectif climat ambitieux ; de fournir une évaluation de l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques, leurs causes, leurs répercussions potentielles et les stratégies d'évitement susceptibles d'être déployées localement.

Le CEFE est organisé en quatre départements scientifiques entourés de plates-formes techniques communes. Quatre thèmes transversaux coordonnent l'apport scientifique du CEFE aux grands thèmes internationaux de la recherche en écologie :

1. Action de l'Homme, systèmes anthropisés et écologie de la conservation ;
2. Valeur adaptative des traits d'histoire de vie en présence de contraintes ;
3. Rôle de la biodiversité dans le fonctionnement des écosystèmes ;
4. Changements globaux et fonctionnement des écosystèmes.

Il est à noter que l'Université de Montpellier a obtenu fin juillet 2018 la première place dans le classement de Shanghai 2018 pour la recherche dans la discipline « écologie », après avoir obtenu la deuxième place en 2017. La position de l'Université de Montpellier est largement due aux travaux menés par le CEFE et dans les unités de recherche affiliées au Labex Cemeb, et reflète des dynamiques individuelles autant que collectives. Ce classement est établi d'après un échantillon de plus de 4000 universités dans le monde.

Le CEFE étudie en particulier l'environnement urbain pour évaluer l'adaptation et l'évolution des espèces en réponses aux modifications de leur environnement, ou des questions en écologie des paysages, écologie des communautés et écologie fonctionnelle.

Par exemple, ont été réalisées des études sur l'avifaune urbaine et sur la biologie évolutive des plantes initiées au cours des années 2000. Ils concernent plus que jamais les politiques publiques développées par

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier : Climat, agro-écologie, urbanisme et paysage.

En première analyse les travaux engagés à ce jour s'inscrivent sous quatre types de problématiques :

- 1 – Mieux comprendre et caractériser la biodiversité en ville,
- 2 – Mieux comprendre le fonctionnement des populations et des communautés animales ou végétales en utilisant le milieu urbain comme une expérience grandeur nature,
- 4 - Mieux comprendre l'écologie fonctionnelle du système urbain-périurbain (ex interaction pollution de l'air et production de composé volatiles par la végétation),
- 3 – Mieux comprendre les interactions entre extension et aménagement urbain et la biodiversité.

Plusieurs projets ont bénéficié sur le terrain de l'aide du personnel technique employé par les collectivités et récemment du soutien pour une bourse Cifre.

Montpellier Méditerranées Métropole et le CEFE ont été lauréat en 2019 de l'appel à projets CO3 - CO-CONstruction des CONnaissances pour la transition écologique et solidaire : Réponse à l'appel à projets ADEME, Fondation de France, Agropolis, Fondation, la Fondation Charles Léopold Mayer.

A cela il faut ajouter au fil des années l'implication importante de plus d'une dizaine de chercheurs et d'étudiants dans des actions de vulgarisation ou diffusion de la culture scientifique à Montpellier (Fête de la Biodiversité, Petit Théâtre de la Biodiversité, Fête de la Science).

Toutefois, la Ville, la Métropole et le CEFE souhaitent stabiliser les relations qu'elles entretiennent en définissant un cadre de travail conjoint.

Aussi, le CEFE Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier conviennent d'organiser les échanges préalables à la conclusion d'un protocole d'accord partenarial qui doit permettre aux élus, aux équipes techniques des deux collectivités, et aux chercheurs de conduire un processus de co-production partenarial dans la durée. Ceci doit permettre d'accompagner et d'amplifier les actions développées en matière de transition écologique portés par Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, leurs opérateurs et l'ensemble des acteurs du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la démarche collaborative et partenariale entre le Centre d'Ecologie Fonctionnelle Evolutive, Montpellier méditerranée Métropole, et la Ville de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou sa représentante, Madame Stéphanie JANNIN, à conduire ces échanges préalables à la conclusion d'un protocole d'accord partenarial,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93797-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.